

## L'OISEAU-MOUCHE

Journal littéraire et historique publié tous les quinze jours (les vacances exceptées.)

Prix de l'abonnement : 50 cents par année, pour le Canada et les États-Unis. On accepte en paiement les timbres-poste de ces deux pays.

AUX AGENTS : Conditions spéciales très avantageuses.

Pour l'UNION POSTALE, le prix de l'abonnement est de 3 fr. 50 cent.

Pour tout ce qui a rapport à l'administration et à la rédaction, s'adresser à

HUBERT BRASSARD

Gérant de l'OISEAU-MOUCHE,

Séminaire de Chicoutimi,

Chicoutimi, P. Q.

Imprimé aux ateliers typographiques de M. J.-D. GUAY, à Chicoutimi.

Chicoutimi, 9 octobre 1897

## A nos abonnés retardataires

Dès son retour des vacances, l'OISEAU-MOUCHE s'est plaint que sa caisse était vide. Son cri de détresse n'a pas été entendu ; en tout cas, il n'a pas reçu de réponse qui vaille. Les abonnés retardataires ont-ils cru que le petit voulait rire ? Ont-ils décidé de le laisser crier ? La première supposition est sans doute la meilleure. Il y en a une troisième pourtant qui est plus naturelle. C'est qu'ils ne pensent pas à payer leur abonnement. Ils ont sans doute d'autres chats à fouetter. Et puis, pas de danger, pensent-ils, pour la vie du léger volatile : il lui faut si peu de nourriture ! Mais, si peu de nourriture qu'il lui faille, encore la lui faut-il, et c'est pour de bon qu'il crie. Ses abonnés lui rendront donc un immense service en prenant pitié de lui et en dérobant à leurs précieux moments juste l'instant de glisser dans l'enveloppe qui leur est envoyée avec leur note, le demi-dollar, le dollar, ou même les deux dollars qu'il a gagnés par sa régularité à les visiter durant l'année, les deux ans, les quatre ans même, selon le cas, qu'ils l'ont si bien reçu. Qu'ils sachent bien qu'ils gagneront par là son entière reconnaissance, tout en s'acquittant d'un devoir que l'OISEAU-MOUCHE, si léger, considère, par rapport à lui, comme excessivement grave.

Nous prions ces bons abonnés que nous aimons tant de ne pas lâcher cette petite enveloppe sans y glisser la minime somme y-reclamée, sans y coller un timbre et la mettre soigneusement à la poste ; autrement ils l'oublieront encore et l'OISEAU-MOUCHE criera. Ne remettons pas à demain le bien que nous pouvons faire aujourd'hui.

LIVIVS.

## Hier et aujourd'hui

Le Canadien d'autrefois, à tort ou à raison, se considérait comme l'homme le plus heureux du monde. Sans autre ambition que de bien vivre et de bien mourir, qu'il fût ouvrier ou homme des champs, qu'il habitât la ville ou la campagne, il partageait gaiement son temps entre le travail, la prière et les joyeuses réunions. Modéré dans ses goûts, simple dans ses mœurs il se contentait d'une modeste aisance, et si le bruit de la politique et des affaires arrivait quelquefois jusqu'à lui, il avait quand même le sommeil tranquille. Avec cela la paix et la concorde régnaient au foyer ; la voix du curé, toujours respectée et toujours écoutée, maintenait aussi l'harmonie et la bonne entente dans la paroisse. Bref, notre sort était digne envie.

Or, un de ces quatre matins, un hôte peu connu jusque-là, le journal politique, bleu ou rouge, pénétra en la demeure. A madame et à mademoiselle, le feuilleton, à monsieur, les graves articles sur la politique, sur l'éducation, sur les rapports de l'Église et de l'État, etc.

Notre bon peuple est, quoiqu'on en dise, très désireux de s'instruire. Il prête donc avidement l'oreille à la prédication de son hôte. Car le journal prêche à sa manière, et il prêche à toute heure et partout, au foyer, dans les cafés, sur les places publiques, sur les chemins de fer, les tramways, les omnibus.

Qu'arrive-t-il ?

Il arrive ce qui devait arriver. A force de s'entendre dire que tout va au plus mal dans le pire des mondes, qu'il est de tous les peuples, le plus arriéré, le plus ignorant et le plus pauvre, Baptiste a fini par le croire. Dès lors, c'en est fait de son bonheur, et il ne dort plus si bien.

La feuille "prêcheuse" saisit promptement ces dispositions. Aux grands maux les grands remèdes, s'écrie-t-elle, ce qui te manque, ô peuple, c'est la liberté civile. Eh bien, secoue l'autorité du clergé qui t'avilit. Ce qui te manque encore, c'est une éducation pratique qui seule te mettra au niveau des autres races. Eh bien, dehors les Frères et les Sœurs ! Sus aux collèges classiques ! En avant les écoles laïques, gratuites et obligatoires !

Doucement, dit un nouveau venu, n'allez pas si vite, vous allez tout gâter. Les Congrégations enseignantes ont du bon ; pas de mi-

nistère de l'Instruction publique. Ah ! non ; vive le Conseil ! Seulement, vous autres, Messieurs du Conseil, est ce que vous remplissez bien votre mission ? Voyons un peu, pourquoi ne pas vous accorder toujours sur toutes les questions soumises à votre examen ? Vous constituez bien l'unique assemblée délibérante au monde où se produisent habituellement des divergences d'opinion sur des questions libres. Pourquoi les évêques sont-ils si souvent d'un côté, et tous les laïques de l'autre ? Il est pour le moins étrange que les évêques n'appuient pas toujours n'importe quel projet de réforme qu'a pu concevoir l'un ou l'autre membre laïc du Conseil.

Et puisqu'il faut parler clairement, pourquoi pas un inspecteur du gouvernement pour les couvents et les collèges subventionnés par l'État ? Il est bien vrai que des inspecteurs ecclésiastiques très recommandables par leur science et même par leur expérience de l'enseignement ont été nommés par les évêques dans plusieurs diocèses ; mais cela n'est pas une garantie. L'État a le droit de s'enquérir de l'emploi de ses fonds. Il y a des institutions très riches, très prospères, qui ont des centaines de pensionnaires—on en veut toujours à l'internat—sur lesquels elles font 50 pour cent de profit net (!)—le Séminaire de Chicoutimi par exemple—et qui reçoivent des subventions de \$1000 ou même de \$1600. Il y a évidemment abus quelque part. Une inspection sérieuse pourrait peut-être en révéler la source.

Pourquoi ne pas la permettre ?

On n'a pourtant rien à cacher, pourquoi le laisser supposer ?

Oh ! non, ne détruisons pas nos institutions religieuses d'enseignement ; seulement, coupons-leur les vivres.

Tels sont, en substance, les propos ordinaires de quelques journaux ennemis ou prétendus amis de nos institutions nationales.

Nous le dirons sans détour, le langage brutal, mais catégorique du Réveil et des petits journaux radicaux qui lui font écho nous afflige moins que les discours mielleux et les procédés obliques d'une certaine autre presse, apparemment très respectueux envers l'épiscopat, et, au fond, pleins d'insinuations propres à discréditer son autorité et à faire croire à sa complète incompétence ou à son parti pris en matière d'éducation. On sait où tout cela aboutit. Cette guerre